

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 6 avril 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2023

### **Partie nominative**

#### **EST GRANULATS**

EQIOM  
12b, rue des Hérons  
67960 Entzheim

Affaire suivie par : PLANCY Sylvie  
Téléphone : 03 88 13 06 22  
Courriel : sylvie.plancy@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 0006700129 SP/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/03/2023 de l'établissement EST GRANULATS implanté 47, rue de l'île des pêcheurs ZERC2 67540 Ostwald. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- PLANCY Sylvie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- M. Arthur BOMMIER, Responsable foncier environnement, Société EQIOM Granulats,
- M. Bertrand SCHIRER, Responsable du site EST GRANULATS à Ostwald,
- M. HENON , Responsable technique, Société EQIOM Granulats

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Sylvie PLANCY	l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines : Sébastien CODINA
	Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 16/03/2023 de l'établissement EST GRANULATS implanté 47, rue de l'île des pêcheurs ZERC2 67540 Ostwald, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 6 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EST GRANULATS**

EQIOM  
12b, rue des Hérons  
67960 Entzheim

Références : 0006700129

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement EST GRANULATS implanté 47, rue de l'île des pêcheurs ZERC2 67540 Ostwald. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EST GRANULATS
- 47, rue de l'île des pêcheurs ZERC2 67540 Ostwald
- Code AIOT : 0006700129
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 8 juillet 2004 a autorisé la société SASAG à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires. La société EST GRANULATS a repris à son compte cette autorisation suite à sa demande du 5 août 2008. L'exploitant a notifié le 1er octobre 2021 la cessation définitive de toutes ses activités. La visite du 4 juin 2021 a conduit à l'absence de mise en sécurité du site. Par courrier du 10 octobre 2022, l'exploitant a consulté la mairie d'Ostwald pour un usage « naturel » sur la plateforme ouest et un usage industriel sur la plateforme est. Suite aux demandes de compléments de la mairie d'Ostwald et aux études complémentaires qu'il a réalisés, l'exploitant a fait à la mairie d'Ostwald une nouvelle proposition d'usage futur industriel pour les plateformes ouest et est, le 3 février 2023.

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité est effective.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> " I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> La visite porte sur les plateformes ouest et est du site, à l'exception de la zone actuellement occupée à la société COLAS qui y exerce une activité non-classée. L'ensemble des activités liées à l'arrêté d'autorisation de la EST GRANULATS a cessé sur le site. Le site est clôturé. Le bâtiment du transformateur électrique situé sur la plateforme ouest a été démoli tout comme un bâtiment situé à proximité des berges sur la plateforme est. Les autres bâtiments qui sont soit occupés par la société COLAS, soit destinés à être occupés par la mairie d'OSTWALD sont maintenus en l'état. Il n'y a plus de déchets et produits liés à l'activité de la société EST GRANULATS, y compris les produits de démolition.
<b>Le site est mis en sécurité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet